

d'Adam Smith intitulé: *La richesse des nations*. A la page 32 il écrit:

La main-d'œuvre est le prix initial, le montant primitif qu'on verse pour toutes les marchandises. Ce n'est pas au moyen de l'or ni de l'argent, mais bien de la main-d'œuvre, qu'on a acquis toute la richesse primitive du monde. Sa valeur pour ceux qui la possèdent et qui veulent l'échanger pour de nouveaux articles correspond précisément à la quantité de main-d'œuvre qu'elle leur permet d'acquérir ou de commander.

Ces paroles ont une grande importance, car elles nous forcent à nous rendre compte que ce qu'on appelle au sens théorique les relations entre le capital et la main-d'œuvre n'existent vraiment pas, car le capital est la main-d'œuvre; nous ne pouvons pas dire que le capital et la main-d'œuvre doivent collaborer, bien qu'on emploie souvent ces mots puisqu'il ne peut y avoir de capital sans main-d'œuvre.

Tout le capital a été créé par la main-d'œuvre, qui continue d'en créer chaque jour. Il n'y a pas d'autre forme de capital. La seule différence aujourd'hui c'est que le capital qui résulte couramment de la main-d'œuvre et qui a été produit depuis un demi-siècle par la main-d'œuvre n'est plus aux mains de ceux qui l'ont produit. Ils sont donc isolés maintenant des moyens de production et des capitaux qu'ils ont eux-mêmes créés et se trouvent ainsi réduits à l'impuissance puisqu'il ne leur reste rien, une fois qu'ils ont perdu leur emploi. Telle est la situation que nous devons envisager et reconnaître.

Qu'on me permette de citer un autre passage du même ouvrage, extrait cette fois de la page 35:

Seule la main-d'œuvre dont la valeur propre ne varie jamais constitue le critère réel et définitif permettant en tout temps et en tous lieux d'estimer et de comparer la valeur de toutes les denrées. C'est elle qui constitue le prix réel. L'argent n'en est que le prix nominal.

Une fois encore, quelle est la situation? Le prix réel d'une denrée ou d'un service rendu est la somme de travail entrant dans la production de cette denrée ou la fourniture de ce service. C'est le seul prix réel et il ne peut y en avoir d'autre. Toutefois ce n'est pas le prix que fixe notre régime économique actuel.

Les propriétaires ou les héritiers du capital ainsi créé par la main-d'œuvre sont maintenant en mesure d'en établir eux-mêmes le prix, prix gonflé de ce que nous appelons les bénéfices excédentaires.

Par suite de ce concours de circonstances, où le travailleur est écarté de l'outillage de son métier et du capital qu'il a créé mais qui échappe à son influence, où celui qui exécute le travail à l'égard d'une denrée produite ou

d'un service rendu n'a rien à voir à l'établissement du prix, nous avons, par suite de tous ces facteurs, ce que nous appelons un manque de puissance d'achat.

J'aimerais aller aux causes profondes de ce manque de puissance d'achat sur lequel le débat s'est en grande partie concentré. Les honorables députés du Crédit social, qui siègent à ma gauche, en ont parlé dans tous leurs discours, disant que ce manque de puissance d'achat est à la racine de notre malaise actuel. En réalité, il n'est pas à la racine du mal. Il résulte plutôt du fait que la main-d'œuvre est écartée de sa production.

Comment peut-on souligner ou faire ressortir le manque de puissance d'achat? Voici un document qui m'est parvenu dernièrement au sujet des prêteurs d'argent et sociétés de petits prêts. Le document, publié par le Surintendant des assurances du Canada s'applique à la période d'un an expirée le 31 décembre 1953.

Normalement, si le coût des biens et services était égal au travail qu'ils comportent, on pourrait croire qu'il y aurait équilibre entre consommation et production. Mais nous savons que cet équilibre n'existe pas; qu'on est obligé d'emprunter de l'argent pour compenser le défaut de puissance d'achat. C'est là un tout petit exemple, qui n'intéresse qu'une seule compagnie. C'est sans motif particulier, d'ailleurs, que je signale cette société-là de préférence à une autre, mais elle constitue, il me semble, un excellent exemple.

La société en question est la *Household Finance Corporation of Canada*, qui consent surtout de petits prêts. Elle a reçu sa charte en 1928, son capital autorisé étant de cinq millions et son capital souscrit n'atteignant alors que \$3,700,000. Or son actif aujourd'hui a une valeur de \$56,687,123. On signale que ses recettes au titre des prêts en souffrance, qui étaient l'an dernier de 54 millions, ont atteint le chiffre de \$12,615,980.

C'est là un exemple de la façon absolument incroyable dont l'intérêt peut drainer la puissance d'achat dont dispose la population. Il s'agit ici d'une société qui réalise, en un an, \$12,615,980 de bénéfices sous forme d'intérêt, pour un capital de trois millions environ. Même si on supprime toutes les dépenses, y compris frais, impôts, etc. le bénéfice reste de \$6,677,066. C'est la recette nette. C'est en somme un bénéfice net, réalisé sous forme d'intérêt, de plus de six millions en une année pour un capital primitif de trois millions. Et ce n'est là qu'un exemple qui nous permet de nous rendre compte de la perte de la puissance d'achat. Je lisais récemment dans *Maclean's* un article sur un pays asiatique, l'Indonésie je crois. On y disait que